

## DECLARATION A LA PRESSE

### **L'ONUSIDA félicite le Parlement de la République islamique du Pakistan pour l'adoption du projet de loi sur les personnes transgenres**

**GENÈVE / ISLAMABAD, 11 mai 2018** — L'ONUSIDA félicite le Parlement de la République islamique du Pakistan pour l'adoption du projet de loi sur les personnes transgenres (Protection des droits), 2018. Ce projet de loi est crucial pour l'épanouissement des personnes transgenres qui, par le passé, n'avaient que le choix entre vivre avec des documents d'identité formels ne reflétant pas fidèlement leur genre ou n'avoir pas de document d'identité du tout. Ce changement dans la Loi permettra aux personnes transgenres de solliciter un permis de conduire et un passeport ainsi que de demander à la base de données nationale et aux services d'identification d'intégrer leur genre dans leurs documents.

Le fait récurrent d'obliger les personnes transgenre à ne tenir que des documents d'identité, tels que le permis de conduire et le passeport, ne mentionnant pas leur identité ou leur expression de genre est une discrimination envers elles. Les personnes transgenres se sont vu refuser l'accès aux services ou au soutien, par exemple dans les établissements de soins de santé pour la raison de n'avoir pas de documents d'identité officiels reconnaissant leur identité de genre ou leur expression de genre.

Le nouveau projet de loi est très important pour les personnes transgenres, car il leur donne une protection juridique. Les changements révolutionnaires donnent accès à des droits précédemment refusés aux personnes transgenres. Elles auront désormais le droit d'hériter des biens, de voter à toutes les élections nationales, provinciales et locales et de poser des candidatures, tous sans crainte de discrimination. Le projet de loi prévoit également des mesures conçues pour répondre aux besoins spécifiques des personnes transgenres. Il s'agit entre autres de la création de centres de protection et de maisons d'hébergement ainsi que de programmes de formation professionnelle spéciaux.

Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA a déclaré : « Ce projet de loi fournit un environnement favorable aux personnes transgenres pour accéder aux soins de santé, à la justice sociale, à l'égalité et à la dignité dans la société tout en bénéficiant d'une vie productive. C'est une initiative porteuse qui aidera le Pakistan à parvenir à l'éradication du sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 ».

Les personnes transgenres ont un taux de prévalence du VIH de 7,1 % au Pakistan. Cinquante-deux pour cent des personnes transgenres déclarent être confrontées à la stigmatisation et à la discrimination. Le chiffre augmente à 55,8 pour cent pour les professionnels du sexe transgenres.

Le projet de loi interdit le harcèlement des personnes transgenres en famille et en public. Il est désormais contre la loi pour les employeurs, les établissements d'enseignement, les services de santé, les commerçants, les transports publics et les propriétaires ou vendeurs de faire de la discrimination envers les personnes transgenres de quelque manière que ce soit.

Bubbly Malik, Directeur exécutif de Wajood Society a déclaré : « L'adoption de ce projet de loi est un rêve devenu réalité pour de nombreuses personnes transgenres. Nous avons parcouru un long chemin et nous nous sommes battus pour y arriver. Nous n'arrêterons pas maintenant. C'est le premier pas vers l'autonomisation. Nous serons là pour voir sa mise en œuvre efficace. Le projet de loi porte sur la santé, l'emploi et les services éducatifs, ce qui me rend heureux ».

En juin 2016, les États Membres des Nations Unies se sont engagés dans la Déclaration politique sur l'élimination du sida à « promouvoir des lois et des politiques garantissant l'exercice de tous les droits humains et libertés fondamentales des enfants, des adolescents et des jeunes, et en particulier, des personnes affectées par le VIH, de manière à éliminer la stigmatisation et la discrimination auxquelles ils sont confrontés ».

L'ONUSIDA exhorte tous les gouvernements à mettre pleinement en œuvre les droits humains des personnes vivant avec le VIH, notamment en leur fournissant des protections juridiques fiables et en mettant en œuvre des programmes pour éradiquer la discrimination et promouvoir l'accès à la justice ».

[FIN]

## **Contact**

ONUSIDA | Shona Wynd | tel. +41 22 791 1098 | [wynds@unaids.org](mailto:wynds@unaids.org)

## **ONUSIDA**

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour mettre un terme à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable. Pour en savoir plus, consultez le site [unaids.org](http://unaids.org), et suivez nous sur Facebook, Twitter, Instagram et YouTube.